

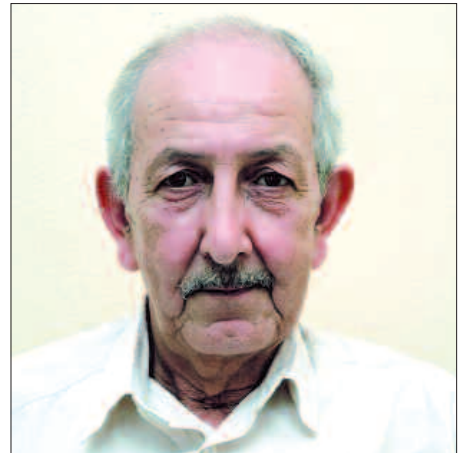
## L'hypothétique électeur en rase campagne

**L**oin d'être un discours persuasif, la rhétorique de notre personnel politique finit toujours par suggérer le contraire. Singulièrement elle est, effectivement, assimilée à de la diversion trompeuse toutes les fois où les chefs de partis sont obligés de s'adresser à des auditoires d'électeurs. Le soupçon, largement partagé dans l'opinion, a-t-il jamais été démenti par un seul scrutin ? Bien au contraire, la désillusion du lendemain de vote l'étaye régulièrement. Depuis le temps où les Algériens ont commencé à avoir le droit de choisir leurs élus rares furent les occasions où les résultats officiels ne leur parurent pas contestables. C'est que, dans les systèmes de semi-liberté politique et de pluralisme régulé en permanence par les pouvoirs tel que le nôtre, chaque vote doit impérativement avaliser un objectif précis du régime. Loin de n'être qu'une stratégie, dictée par les nécessités propres aux pouvoirs à un moment ou à un autre, elle est indéniablement une culture politique aux racines anciennes ayant simplement changé de mode d'emploi. Cela est d'autant plus vérifiable lors des campagnes quand la parole officielle recycle les mêmes slogans : «transparence» et «élections libres et pluralistes». Deux engagements qui, paradoxalement, sont d'imparables aveux de ce qui s'est commis antérieurement, lors du précédent scrutin ! Cela s'appelle le piège des évidences dont on veut faire une promesse. En effet, «ce qui va de soi» a-t-il besoin d'être mis en exergue de cette façon ? Or, l'on rassure ces jours-ci l'électeur en lui disant que le pouvoir lui-même est en

rupture avec les pratiques d'hier et d'avant-hier comme il a pu le constater déjà au cours des législatives du 10 mai dernier. C'est ainsi que l'absentéisme n'est plus considéré comme un chiffon rouge destiné aux dirigeants mais plutôt l'expression d'une lassitude vis-à-vis des partis exclusivement. Il est parfois même commenté sans ironie par les officiels comme une «avancée démocratique», qui ne sanctionnerait qu'un certain simulacre de la pluralité des courants d'opinion, tout en passant sous silence les méfaits de l'Etat dans ce domaine. Sans doute que la désagrégation des libertés politiques est en partie imputable à la faune qui s'est emparée sans souci du bien public. Mais comment a-t-elle pu imposer sa pollution sans la bénédiction du pouvoir ? Il est quand même clair que c'est sous l'actuelle présidence que le champ politique, le parlementarisme et jusqu'aux suffrages ont connu le plus implacable des laminages. C'est précisément à partir de 1999 que s'est décidée la disqualification administrative à l'encontre des projets de partis. Un oukase anticonstitutionnel dont furent victimes les Taleb El Ibrahim et Ghozali et qui donna le signal d'une autre censure vidant de son sens ce pourquoi un Parlement existe. Dès 2004, l'APN est devenue la chambre des murmures où pas une seule voix ne doit manquer à l'approbation. Qu'est-ce à dire si ce n'est que ce sont les travers du régime qui furent à l'origine du découragement de l'électorat. Sa défection chronique est avant tout la conséquence d'une sorte de ressentiment. Celui d'avoir été dépouillé des quelques libertés

conquises à partir de 1988 et qu'il assimile à de la trahison. Que la classe politique batte, ces jours-ci, campagne ne le fera certainement pas revenir à une meilleure disposition d'esprit. C'est tout naturellement à cet improbable votant du 29 novembre, dont, d'ores et déjà, le ministre de l'Intérieur évalue ses semblables à environ 60% du corps électoral<sup>(1)</sup>, que ce dilemme est posé. Entre renoncer à un droit constitutionnel afin d'exprimer en silence son divorce ou au contraire prendre le risque local de participer à la désignation des moins mauvais parmi ses concitoyens-candidats. Que faire donc de son bulletin alors que le scepticisme est la règle ? Tant que la question est posée en ces termes un peu partout dans les 1 500 communes, il y a lieu de croire que, désormais, la citoyenneté vigilante a pris le dessus sur la docilité légendaire des sujets. Il est vrai que le pouvoir n'a plus la possibilité de recourir aux incantations habituelles et dans le même temps l'opinion est devenue sans concession à son égard. En clair, la crainte a «changé de camp», pour paraphraser une formule célèbre. C'est ainsi que le profil de l'électeur a changé en devenant à son tour exigeant au fil des votes. Même pour les maires de village, les critères claniques semblent de moins en moins déterminants quant à la couleur du bulletin comme le rapportent les comptes-rendus de la presse régionale, notamment.

Cela dit, où en est cette campagne, une semaine après son ouverture ? «Une morne plaine» comme le «Waterloo» du poète. C'est-à-dire un désastre en termes de mobilisation.



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Quelques incursions quasi-clandestines des chefs de partis ayant pour nom Hanoune, Belkhadem ou encore Ouyahia, quand tous les autres sont restés scotchés dans leur QG. S'agissant des postulants, eux sont demeurés à l'ombre de leurs mentors comme d'illustres inconnus qui n'ont mis, par avance, leurs espoirs que dans la magie du sigle qui les a adoubés et bien sûr dans la bienveillance de l'administration, grande prêtresse de l'interprétation des urnes lors du grand soir. Atmosphère d'un échec annoncé ? Sans doute... puisque le doute persiste.

B. H.

(1) Lire l'interview du ministre de l'Intérieur in *Le Soir d'Algérie* du jeudi 8 novembre 2012.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

### POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## Le Palais et son armée de «crédibilisateurs» !

FLN. Toutes les tentatives de redressement ont échoué. Ben oui ! Forcément ! Quand c'est ...

... tordu, c'est tordu !

Il fallait juste mieux regarder. Se montrer un peu plus attentif au frémissement. Ne pas se braquer sur les gros dossiers, et se donner la peine de collationner un certain nombre de «sorties» en apparence anodines mais au fond tellement parlantes. D'abord, les efforts touchants de Mohamed Seddiki pour nous démontrer qu'il n'est pas et ne sera jamais une potiche. La grâce en moins, il me fait penser aux Miss, les heureuses élues aux concours de beauté à travers le monde et qui se précipitent sur les plateaux télé pour affirmer – alors qu'aucun journaliste ne leur aura vraiment posé la question – qu'elles ont lu Gabriel Garcia Marquez dans son intégralité, qu'elles adorent les nouveaux philosophes, même si elles ne dédaignent pas de revenir de temps à autre à Heidegger. Il y a un tel effort de scénarisation de son «indépendance» par Seddiki que ça en devient foncièrement douteux. Concomitamment à Seddiki, il y a eu ces dernières heures cette autre sortie, celle de l'avocat de la cour Ksentini, la cour du Palais bien sûr, qui est monté au créneau, trémolos dans la voix et petit poing serré de fureur exhibée pour contester le choix des juges par le parquet, présentant cette décision comme une grave entorse au principe du droit à la défense et de l'indépendance des juges par rapport à un parquet par définition au service du pouvoir. Si l'on ajoute encore à tout cela les contorsions de plusieurs «leaders» de partis, Tata Louisa et Da L'hô en tête qui cassent du sucre

à longueur de journée sur le régime, sur la probité des scrutins et sur les actions du gouvernement, mais qui participent avec abnégation aux mascarades qu'ils ont pourtant vertement dénoncées, on aboutit à quoi, finalement ? Au plus grand et plus incroyablement machiavélique mécanisme d'airbags protecteurs que le Palais ait eu à mettre en place depuis 1999. Elle est là, et seulement là, la réforme promise par Abdekka ! Dans cette troupe de «crédibilisateurs» patentés mis en scène pour dire «regardez ! Chez nous, en Algérie, s'il n'y a pas eu de printemps arabe violent, c'est parce que dans nos propres rangs, en notre sein, les personnalités peuvent critiquer, dénoncer et tenir un autre discours que celui écrit dans la salle de banquet du Palais». C'est intelligent ! Je ne sais pas si ça va être efficace sur le long terme, mais c'est intelligent. Ailleurs, pour prendre le pouvoir, les tingos se mettent autour de la taille des ceintures d'explosifs et foncent sur les édifices publics afin de faire tomber les républiques. Ici, pour garder le pouvoir, le régime s'enserme la taille d'une bonne grosse et large ceinture faite de figures dont la mission est de rendre crédible la démarche dite réformatrice. L'un dans l'autre, les deux méthodes se ressemblent, au fond. La deuxième ceinture semble moins violente parce qu'elle s'arque-boute à une série de «petits» attentats commis contre la pudeur politique et l'éthique. Mais il n'est pas sûr qu'au final, cette seconde voie ne soit pas moins meurtrière que la première pour l'avenir de nos enfants. Etant entendu, bien évidemment, que le nôtre d'avenir, lui, est déjà plié ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

